

Inch'Allah l'ÉGALITÉ !

collectif féministes pour l'Égalité

Le Collectif « Féministes pour l'Égalité » est né de la pétition "Un voile sur les discriminations" parue dans *Le Monde* du 9 décembre 2003. Un groupe de féministes signataires de cette pétition, en s'enrichissant de leurs diversités culturelles, ont créé un noyau dur autour duquel une dynamique s'est constituée dans la continuité du mouvement des luttes féministes en France et à travers le monde.

Pour le premier bureau ont été élues Christine Delphy et Zahra Ali, respectivement présidente et vice-présidente de l'association. Aujourd'hui ce sont Cecilia Baeza et Ismahane Chouder qui assument ces fonctions.

Notre charte, adoptée en assemblée générale le 4 avril 2004, stipule que le collectif a pour objet de :

1. Lutter contre les discriminations que subissent les femmes et pour l'égalité des droits.
2. Refuser l'idée d'un modèle unique de la libération et de l'émancipation des femmes.
3. Respecter le libre choix des femmes en mettant notamment sur le même plan le droit de porter le foulard autant que le droit de ne pas le porter.
4. Lutter contre les lois d'exclusion qui stigmatisent les femmes et les traitent en citoyennes de seconde zone, en

indésirables ou en caste inférieure du fait de leur appartenance sociale, culturelle, religieuse ou politique.

5. Lutter contre les lois et interprétations restrictives des libertés. Construire un discours alternatif et interroger à la lumière des luttes des femmes les concepts fondateurs de nos sociétés.

6. Lutter contre les instrumentalisation politiques et médiatiques de la cause des femmes.

7. Approfondir le travail de réflexion et d'analyse, dans tous les domaines, des mécanismes de discrimination pour construire des outils de lutte efficaces.

8. Organiser une véritable action d'éducation populaire pour et avec les femmes.

9. Lutter pour l'émancipation des femmes en respectant leurs choix (politiques, sociaux, religieux, sexuels...) et en dénonçant l'exercice de toute force, politique, religieuse, intellectuelle ou sexiste qui leur dénie ce droit.

10. Faciliter la prise de parole par les femmes dans les débats et la vie publique, et permettre le partage des idées et des expériences entre elles en créant des liens avec les acteurs et actrices de dynamiques locales.

11. Affirmer et construire des réflexions communes et des pratiques d'échange et de solidarité avec les femmes au niveau international.

12. Favoriser la transversalité politique, sociale, régionale et générationnelle des personnes et des idées.

MAI 2006, ANNÉE 2, N° 4

DANS CE NUMÉRO :

Présentation du Collectif des Féministes pour l'Égalité 1

Le Hamas, les Palestiniennes et la démocratie 2
Par Cecilia Baeza

De la cérémonie du dévoilement à Alger (1958) à Ni Putes Ni Soumises : l'instrumentalisation coloniale et néo-coloniale de la cause des femmes
par Houria Bouteldja

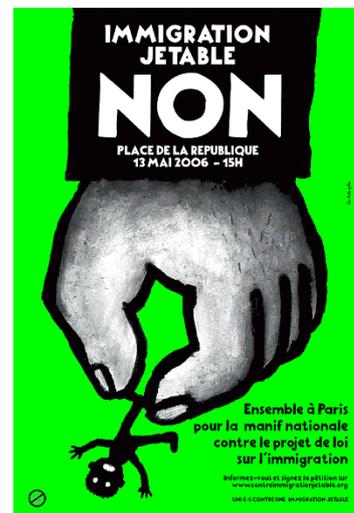
UNI(E)S CONTRE UNE IMMIGRATION JETABLE: ET MAINTENANT, LE 13 MAI À PARIS POUR UNE MANIF

Parce qu'il n'existe pas d'être sous-humains, la manif nationale du samedi 13 mai à Paris est déterminante

Le 29 avril, 15 000 manifestants à Paris et plusieurs milliers d'autres à Amiens, Avignon, Bordeaux, Caen, Clermont-Ferrand, Colmar, Grenoble, Limoges, Marseille, Metz, Nancy, Poitiers, Rennes, Strasbourg, Tours. Ailleurs aussi sans doute.

Le 1er mai, partout, des opposants au projet de loi sur l'immigration.

Le point culminant de l'opposition à ce projet, c'est maintenant la manifestation nationale du samedi 13 mai à 15h à Paris (rendez-vous place de la République).



Le Hamas, les Palestiniennes et la démocratie

Par Cecilia Baeza

Gel complet des salaires des fonctionnaires, blocage des approvisionnements (nourriture, essence, médicaments, etc.), violences intra-palestiniennes : voilà la punition infligée par l'Europe, les États-Unis et le Canada aux Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza pour avoir élu démocratiquement un gouvernement d'alternance au Fatah, au pouvoir depuis 13 ans. Pour avoir préféré le Hamas à un parti divisé, clientéliste et éprouvé par l'échec total des négociations de paix avec Israël, la population palestinienne est soumise aux pires conditions économiques et politiques de son histoire récente. En coupant les aides financières à l'Autorité palestinienne, les États occidentaux semblent ainsi donner une leçon à des colonisés qui se sont pris à rêver que des élections démocratiques, c'était fait pour que le peuple décide souverainement de son avenir...



Le mot "démocratie" est décidément devenu vulgaire depuis qu'il est prononcé par les diplomates états-uniens qui justifient l'occupation militaire de l'Irak en son nom. Lorsqu'une idée est à ce point dévoyée par la politique éhontée du "deux poids, deux mesures", on préférerait de loin qu'elle disparaisse pour de bon du vocabulaire de ces fossoyeurs.

Les femmes et le Hamas

Parmi les arguments qui ont aidé à faire du Hamas un monstre politique aux yeux des Occidentaux, celui des droits des femmes est souvent cité. L'inquiétude compassée pour les femmes arabomusulmanes est en effet devenue en vogue dans les salons de nos élites civilisées. On imagine déjà à la tête de

l'Autorité palestinienne un gouvernement imposant partout la chari'a, synonyme, selon ces mêmes élites, de l'obligation du port du tchador, de la polygamie, de la lapidation, de la légitimation des "crimes d'honneur".

Contre ce kit du prêt-à-penser, il est essentiel de déconstruire les idées préconçues :

1. La dégradation – bien réelle – de la condition des femmes palestiniennes n'est pas le fait du Hamas, mais de l'aggravation de l'occupation israélienne depuis le début de la deuxième Intifada. Victimes au quotidien des affres de l'occupation militaire (vexations par l'armée, difficulté de circuler, etc.) et peu protégées par les structures officielles – elles-mêmes mises à mal par six années d'Intifada –, les femmes subissent de plein fouet le durcissement des rapports sociaux. Alors que les hommes se retrouvent souvent au chômage et cloués à la maison, les tensions intrafamiliales se sont aigüées et la plupart des associations ont vu le nombre de cas de violences domestiques dramatiquement augmenter. Battues ou violées, de plus en plus de femmes palestiniennes subissent les ondes de choc de la violence exercée par l'État d'Israël à l'encontre de la société palestinienne. Rima Tarazi, chrétienne et présidente de l'Union Générale des Femmes Palestiniennes à Ramallah, assure ainsi : *"Je n'ai pas peur du Hamas. Ses membres ne sont pas des talibans. [...] En définitive, le vacarme fait autour de cette question occulte le seul problème que nous avons en tant que Palestiniens, à savoir l'occupation israélienne. Le risque que représente le Hamas est minime par rapport aux violations de nos droits par l'armée israélienne"* (1).

2. Le Fatah n'a pas attendu la victoire du Hamas pour introduire la chari'a dans le droit palestinien : il suffit pour s'en convaincre de se pencher sur les questions de statut personnel (mariage, divorce, succession, etc.). Curieusement, personne ici ne s'en est vraiment scandalisé. De toute façon, il ne s'agit pas en Palestine d'être "pour ou contre" un droit islamique qui serait de façon univoque et intemporelle, défavorable aux femmes : les féministes palestiniennes le savent bien et ne jouent d'aucune façon sur cette catégorisation binaire si chère aux laïcardes françaises. Elles militent pour que la loi reconnaisse l'égalité entre les sexes, quelle que soit sa source de légitimation.

3. Le vote – y compris celui des femmes, la moitié de l'électorat – en faveur du Hamas n'est pas un vote témoignant de la montée de l'obscurantisme en Palestine. Nombreux, en effet, sont les observateurs à avoir affirmé que ce vote n'était pas de nature religieuse mais bien l'expression d'une radicale remise en question d'un statu quo mortifère.

Faut-il rappeler que la société palestinienne se distingue dans la région par le niveau d'éducation des femmes (elles constituent 50% des étudiants des universités) et par un taux d'activité croissant ?

Si backlash il y a, celui-ci ne viendra que du blocus des universités et de la paralysie du secteur public où les femmes se sont largement investies. Et de fait, en bloquant le bon fonctionnement de l'Autorité palestinienne, c'est à de très nombreuses femmes que les États occidentaux retirent leur travail. Institutrices dans les écoles publiques, infirmières et médecins dans les hôpitaux, fonctionnaires dans l'administration : les femmes palestiniennes avaient trouvé là non seulement un espace d'autonomie, mais souvent, également, le seul moyen de subsistance pour leurs familles.

Alors que Caroline Fourest, Corinne Lepage et Pierre Cassen ont, dans ce contexte précis, l'indécence de s'inquiéter de la "progression de l'islam intégriste" en Palestine (2), il est urgent, pour les féministes, de se mobiliser pour la reprise inconditionnelle des aides européennes à l'Autorité palestinienne.



Inch'Allah l'Égalité!

Notes:

(1) « Les membres du Hamas ne sont pas des talibans », *La Croix*, 25 janvier 2006

(2) "Contre un nouvel obscurantisme", *Libération*, 28 avril 2006

De la cérémonie du dévoilement à Alger (1958) à Ni Putes Ni Soumises : l'instrumentalisation coloniale et néo-coloniale de la cause des femmes

Par Houria BOUTELDJA, Collectif les Blédardes et Initiatrice de l'Appel des Indigènes de la République

1. Le dévoilement, une violence coloniale

13 mai 58 à Alger, place du Gouvernement : des musulmanes montées sur un podium pour brûler leur voile. L'enjeu de cette mise en scène est de taille : il faut pour les autorités coloniales que les femmes algériennes se désolidarisent du combat des leurs. Leur exposition sert de langage : celui d'une puissance coloniale qui oeuvre pour gagner les femmes à l'émancipation et à la pérennité de la "civilisation française". Réaction épidermique de la société algérienne : maintenir - et c'est vital - les femmes hors de l'invasion coloniale pour préserver l'être algérien. "Certaines, décrit Franz Fanon, dévoilées depuis longtemps reprennent le voile affirmant ainsi qu'il n'est pas vrai que la femme se libère sur l'invitation de la France et du Général de Gaulle". Aujourd'hui, 40 ans après l'indépendance, les méthodes ont changé dans la forme, mais pas dans le fond, car l'esprit colonial, toujours vivace, continue d'imprimer l'inconscient français. Duplice, il invoque constamment les grands principes qui fondent la République, mais préside à toutes les entreprises politiques qui disqualifient les fils et filles d'indigènes et valorisent un républicanisme franco-français prétendument universaliste. Ainsi, le corps des musulmanes, écartelé au nom des nobles principes de la République, s'est peu à peu défiguré, perverti en banal objet médiatique, figure repoussoir d'une idéologie franco-centrée décidément incapable de penser l'altérité et de penser sa responsabilité dans ce qui fait l'autre et son identité contrariée.

2. Ni putes ni soumises : association féministe ou appareil idéologique d'État ?

C'est d'ailleurs ce racisme post-colonial qui permet de comprendre l'omniprésence, dans le discours des dirigeants de Ni Putes Ni Soumises sur le voile, et plus largement sur les méfaits de la "culture de cité", du thème du "rappel" des règles ou de la "ré-affirmation" des principes. En effet, comme l'a remarqué Pierre Tévanian, il est à première vue paradoxal, si l'on reste sur le strict terrain de la laïcité, qu'une loi nouvelle, marquant une rupture avec les textes de loi fondateurs de la laïcité (en introduisant un devoir de laïcité de la part des élèves), ait pu être considérée comme un "rappel" ou un "retour" aux sources : "La question ne peut être éludée : si les textes fondateurs des années 1880

et 1905 ne justifient pas l'interdiction du port de signes religieux par les élèves, qu'est-ce donc qui devait être "retrouvé", "réaffirmé" ou "rappelé" ? L'une des réponses possibles est la suivante : ce qui, des années 1880-1905, devait être "réaffirmé", c'est un certain ordre symbolique qu'on peut qualifier de colonial, dans lequel certaines populations, considérées comme sous-humanisées du fait de leur référence musulmane, sont vouées au statut de serviteurs dociles et invisibles ou à celui de "cible" et de "bouc émissaire". Un ordre symbolique dans lequel, de toute façon, les personnes de couleur ou identifiables comme "musulmanes" sont réduites au rang d'instrument au service de l'homme pleinement homme, autrement dit au statut d'objet parlé, étudié, commenté (et le plus souvent diffamé et insulté), et non de sujet parlant. On peut, si l'on garde à l'esprit ce passé colonial qui n'est pas passé, comprendre l'intensité des grandes campagnes médiatiques et politiques qui ont été menées ces derniers mois sur le thème de la "restauration" de "la République" : la campagne centrée sur le voile, mais aussi celles menées sur le thème du sexisme et de l'antisémitisme en banlieue. Tout se passe comme si, au tournant du siècle, les classes dirigeantes (quel que soit le pôle : PS ou UMP) avaient été prises de panique devant la mise en crise de cet ordre symbolique colonial, et devant l'émergence de diverses manifestations identitaires, religieuses, culturelles, sociales et politiques dont le point commun était la rupture avec le devoir de "réserve" et d'"humilité" imposée aux descendants de colonisés. Parmi ces faits sociaux qui ont littéralement semé la panique, figurent la visibilité grandissante de la pratique de l'islam, mais aussi les mobilisations contre la guerre en Irak ou contre la politique israélienne, mais aussi la popularité croissante qu'ont pris des combats politiques initiés par les immigrés eux-mêmes, ou par leurs enfants, notamment les combats contre la double peine, le combat pour le droit de vote des étrangers, et la lutte des sans-papiers. Il faut également mentionner la réouverture du "dossier" colonial, notamment en 2001, année marquée par un long débat sur la torture et par une importante manifestation commémorant le crime d'octobre 1961."⁽¹⁾

C'est dans ce contexte qu'apparaissent,

les Ô combien opportunes "Ni Putes Ni Soumises". Si l'on se souvient de la véhémence des réactions de l'UMP parisienne, mais aussi du courant chevènementiste, face à ce début de retour critique sur la période coloniale, on comprend mieux le rôle qu'a joué ce " mouvement " courant 2002 : celui d'un appareil idéologique au service d'une classe dirigeante prise de panique face à une remise en question grandissante de la légitimité de l'État (notamment du fait de la montée d'une abstention massive), et face à l'émergence d'une génération de "jeunes issus de la colonisation" affichant sans complexe leurs revendications et demandant de nouveau des comptes à la République. Les Ni Putes Ni Soumises ont aidé cette classe dirigeante à s'emparer du voile islamique, mais aussi de la question du sexisme et de celle de l'antisémitisme, afin de littéralement remettre à leur place ces "jeunes " trop " arrogants " : à la place des accusés et non plus des accusateurs, à la place des objets de discours et non plus des sujets parlants. Ce "rappel à l'ordre colonial" constitue une espèce de revanche historique, un "on vous l'avait bien dit !", une "reconquête" de ces arabes "injustement" émancipés de la France.



3. Le retour de "l'Arabe" voleur, violeur et voileur

Souvenons-nous des images rapportées par des équipes de télévision parties en expédition "visiter" les "territoires perdus de la République" après la mort de Sohané et les

premières affaires de viols collectifs : de jeunes hommes (d'origine maghrébine ou d'Afrique noire) laissant transparaître une hétérosexualité violente, une nature agressive et bestiale contre lesquelles des femmes, mi héroïnes, mi victimes vont se dresser telles des amazones de cités : les ni Putes ni Soumises. Leur credo : la lutte contre le sexisme des banlieues et le "fascisme vert". Ces combats, convenons-en, sont plus que légitimes (si tant est que l'on évalue à sa juste mesure l'influence dudit fascisme, et qu'on dise clairement quels groupes peuvent être ainsi qualifiés, et sur la base de quels critères). Ce qui dérange en revanche, c'est l'essentialisme de leur discours. Les extrapolations qu'il permet ne sont pas sans rappeler les constructions idéologiques du début du 20ème siècle qui décrivaient l'indigène comme une bête, esclave des ses sens, déjà voleur, voleur et bientôt (avec la guerre d'indépendance algérienne) voleurs de femmes. C'est là qu'intervient le "génie" politique de cette machine à broyer les luttes sociales des quartiers qu'est SOS racisme : mettre dans la bouche même de femmes issues de cette immigration post-coloniale, promues auxiliaires des classes dirigeantes comme le furent jadis les bachagas, les paroles racisantes, les mises à l'index péremptoires et les propos islamophobes que le politiquement correct en vigueur chez les élites ne saurait souffrir ou assumer pleinement. Faites entrer l'accusé ! c'est le père, le frère, le compagnon bientôt le fils. Cette image pourrait prêter à sourire s'il elle ne suscitait chez nous, filles et fils de migrants post-coloniaux, une profonde amertume. Elle n'est, en effet, que le nouveau chapitre d'une longue série de manœuvres politiques et idéologiques visant à disqualifier les colonisés et leurs descendants immigrés ou "issus de l'immigration", pour la seule gloire d'une France décidément incapable de renoncer aux privilèges de la domination. En effet, l'ordre colonial en Algérie s'appuyait sur un système législatif rigoureux visant à l'émiettement progressif du peuple algérien. La stratégie du "diviser pour mieux régner" passait par la mise en concurrence des différentes composantes de la société. Ainsi, dès 1871, par le décret Crémieux, les autochtones juifs se voyaient accorder le droit à la pleine citoyenneté, ce qui eut comme effet immédiat, par les privilèges afférents, de les couper du corps social majoritaire et d'activer les tensions

communautaires, quasi-inexistantes jusque là. Ce funeste épisode, prélude à une douloureuse amputation identitaire, non seulement privera l'Algérie de la quasi-totalité de sa composante juive, mais trouvera dans le conflit israélo-palestinien un exutoire. Ironie de l'histoire : c'est sur le sol français, lieu du "pêché originel" qu'est l'entreprise coloniale, que les communautés juives et musulmanes soldent les comptes d'une histoire enfouie mais toujours au bord de l'explosion. De la même façon fut construit le mythe kabyle, groupe ethnique ontologiquement supérieur aux arabes car proche de "l'Occident chrétien", blond aux yeux bleus, etc. Dans le cadre de cette même stratégie, la machine coloniale conçut ses supplétifs au sein même du corps social. Ceux que l'on appellera Harkis feront ainsi le sacrifice de leur âme, plus sûrement victimes de rapports de force dans le cadre de la guerre coloniale que pleinement consentants. Enfin, et sans doute trop tard pour en bénéficier pleinement la machine de propagande, comprit le bénéfice qu'elle pouvait tirer d'une campagne de libération de la gente féminine : atteindre le cœur même de la résistance algérienne en proposant comme ennemis aux femmes musulmanes, épines dorsales de la résistance, leurs propres maris, pères ou frères afin de les détourner de l'oppression coloniale. Cette entreprise de division du corps social est toujours en oeuvre dans la France de 2004. La société post-coloniale vivant en France en est à la fois victime et témoin car c'est en son sein que se situe le véritable ennemi. Ce sont les Ni Putes Ni Soumises qui l'affirment. La messe est dite !

4. Un "féminisme du dominé"

Les NPNS ? un ersatz de féminisme excluant et les putées et les soumises (entendez : les voilées), valorisant ce faisant une féminité conforme aux normes dominantes et confortant les politiques de discrimination "républicaines" à l'endroit de ces deux catégories hérétiques de femmes (2). En d'autres termes, un féminisme bon marché, taillé pour les femmes de quartiers. Ce qui le caractérise ? d'une part, l'essentialisme sexuel et la mollesse de ses positions philosophiques. Car les femmes de quartiers populaires, encastrées dans une « inoxydable féminité » (3), ne revendiquent que des droits minimaux, caractéristiques d'une citoyenneté au rabais : l'intégrité physique, le choix des tenues vestimentaires (ou plus exactement le droit de faire "le bon choix", celui de la jupe courte, car le choix de porter la voile sans être insultée ou déscolarisée ne fait pas partie de l'agenda des Ni putées ni soumises), et enfin la pacification des

relations avec l'autre sexe. Tiens ! en parlant de sous-citoyenneté, Chirac n'avait-il pas dit à propos du peuple tunisien (ex-peuple colonisé) que "le premier des droits de l'Homme, c'est de manger, d'être soigné, de recevoir une éducation et d'avoir un habitat" ? et d'autre part, l'omerta (mot que Fadéla Amara affectionne) faite sur l'ensemble des violences sexistes qui traversent toutes les couches sociales de notre société et mises en évidence par l'excellent rapport sur les violences sexistes, « Liberté, égalité, sexualités » (4), exemptant ainsi le sexisme des « autochtones » de toute auto-critique et validant l'idée d'un sexisme exogène et importé par l'immigration musulmane.

Epilogue...

Le 7 février 2004, Fadéla Amara, présidente des Ni Putes Ni Soumises, et en lice avec Pierre Rosanvallon, Jean-Claude Guillebaud et Claude Nicolet (5), recevait des mains de Jean-Louis Debré, l'homme des coups de hache contre l'Église Saint Bernard et du durcissement des lois Pasqua sur le séjour des étrangers, le prix du Livre Politique de l'année. Le week-end dernier, c'était au tour de Valérie Toranian (directrice de rédaction du magazine « Elle », Corinne Lepage (ancienne ministre et laïcarde acharnée), Bernard Stasi (ancien ministre et principal promoteur de la loi sur les signes religieux), Laure Adler (directrice de France Culture) et enfin Dominique de Villepin (ministre de l'intérieur) de lui régler son pourboire en lui rendant hommage pour bons et loyaux services.

Notes :

(1) P. Tévanian, " De la laïcité égalitaire à la laïcité sécuritaire. Le milieu scolaire à l'épreuve du foulard islamique ", in L. Bonelli, G. Sainati, *La machine à punir. Discours et pratiques sécuritaires*, L'esprit frappeur, 2004

(2) Lois Sarkozy qui criminalisent les prostituées et loi interdisant les signes religieux à l'école alors même que femmes voilées et prostituées sont reconnues victimes de leur situation respective.

(3) N. Guénif, « Ni putées, ni soumises, ou très pute, très voilée ? », *Cosmopolitiques* n°4 juillet 2003.

(4) Eric Fassin, Clarisse Fabre, Belfont 2003.

(5) Pierre Rosanvallon est professeur au Collège de France, Jean-Claude Guillebaud, journaliste, essayiste et fondateurs de "Reporters sans frontières", Claude Nicolet, historien des institutions et des idées politiques.

collectif **féministes** pour
l'égalité

Vous pouvez nous contacter par e-mail:
cfpe2004@yahoo.fr